



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle des  
personnes placées sous main de justice**

**Service de l'emploi pénitentiaire  
Régie industrielle des établissements pénitentiaires**

## **Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) n° 07/15052025**

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES OU DE SERVICES

### **Personne Publique / Pouvoir Adjudicateur – auteur du marché :**

#### **MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

Agence du Travail d'Intérêt Général et d'Insertion Professionnelle des personnes placées sous-main de justice **(A.T.I.G.I.P)**

Service de l'Emploi Pénitentiaire **(S.E.P)**

Régie Industrielle des établissements Pénitentiaires **(RIEP)**

11, Rue Louisa Paulin  
19015 TULLE  
[www.sep.justice.gouv.fr](http://www.sep.justice.gouv.fr)

### **Objet de la consultation :**

**Fourniture et livraison d'emballages carton, papier et plastique destinés au conditionnement des produits manufacturés par les ateliers de l'ATIGIP-RIEP et du siège, réparties en 2 lots :**

- **Lot 1 : Emballage carton et papier**
- **Lot 2 : Emballage plastique**

### **Etendue de la consultation :**

Le présent **appel d'offres est ouvert** et est soumis aux dispositions des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. Il est du type accord cadre à bons de commande, conformément aux articles R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique, sans montant minimum et avec un montant maximum.

Le présent C.C.P. comporte 12 pages numérotées de 1 à 12.

## SOMMAIRE

Article premier - OBJET DU MARCHE .....	3
1.1 - Le présent marché porte sur les prestations suivantes .....	3
1.2 - Tranches et lots .....	3
1.3 - Quantités .....	3
Article 2 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES .....	3
2.1 – Description générale des produits à fournir .....	3
2.2 – Considérations sociales .....	4
2.3 – Considérations environnementales .....	4
Article 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	5
Article 4 – FORME ET DUREE DU MARCHE .....	5
4.1 Accord-cadre avec émission de bons de commande .....	5
4.2 Durée du marché .....	5
Article 5 – MODALITES D’EXECUTION .....	5
5.1 Forme des commandes .....	5
5.2 Articles sur catalogue .....	6
5.3 Relations commerciales.....	6
Article 6 – DELAIS DE LIVRAISON .....	6
Article 7 – RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS .....	6
Article 8 – CONDITIONS DE LIVRAISON OU D’EXECUTION .....	6
8.1 Conditionnement - Emballage .....	7
8.2 Transport .....	7
8.3 Horaire et lieu de livraison .....	7
Article 9 – PENALITES DE RETARD .....	7
Article 10 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS – DECISIONS APRES VERIFICATIONS .....	7
10.1 Vérifications .....	7
10.1.1 Vérification quantitative .....	7
10.2 Décisions après vérifications .....	7
10.2.1. Admission.....	8
10.2.2. Admission avec refaction .....	8
10.2.3. - Rejet .....	8
Article 11 – GARANTIE PARTICULIERE .....	8
Article 12 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX .....	8
12.1 Nature du prix.....	8
12.2 Caractère du prix .....	8
Article 13 - AVANCE ET ACOMPTE .....	9
Article 14 – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE - PAIEMENT.....	9
14.1 Facture.....	9
14.2 Mode de règlement – Délai de paiement .....	10
14.3 Origine du paiement .....	10
Article 15 – RESILIATION .....	10
15.1 Résiliation.....	10
15.2 - Abandon de la procédure.....	10
Article 16 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES .....	10
16.1 - Renseignements complémentaires .....	10
16.2 - Modification du dossier de consultation .....	10
16.3 Règlement amiable .....	10
16.4 – Différends .....	10
16.4.1– Principes communs au règlement amiable des différends .....	10
16.4.2 – Possibilité de recourir à la médiation pour le règlement des différends .....	11
16.5 - Litige.....	11
Article 17 – CLAUSE DE REEXAMEN .....	12
17.1 Les modifications de la liste des bénéficiaires.....	12
17.2 L’augmentation du montant maximum en cas de déploiement imprévu .....	12
17.3 Commande spécifique .....	12
Article 18 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	12

## **Article premier - OBJET DU MARCHÉ**

### **1.1 - Le présent marché porte sur les prestations suivantes**

**Fourniture et livraison d'emballages carton, papier** (caisses américaines, feuilles carton, rouleaux carton ondulé, papiers de soie, papiers kraft, etc....) **et plastique** (Adhésifs, films à bulles, feuillets, films étirable, sacs, film rétractable, etc....) **destinés au conditionnement des produits manufacturés par les ateliers de l'ATIGIP-RIEP et du siège.** Tout nouvel atelier créé sera automatiquement rattaché au marché.

Le besoin est divisé en 2 lots séparés. Chaque lot fait l'objet d'un marché distinct. Les marchés prennent effet à la date de notification au titulaire.

Les caractéristiques des produits les plus couramment achetés sont indiquées dans les annexes à l'acte d'engagement « AE offre de prix ».

Tous les emballages carton, papier et plastique présentés au catalogue général du candidat et **non listés dans les annexes « AE offre de prix » sont également inclus au marché.**

### **1.2 - Tranches et lots**

En application des articles R 2113-1 à R2113-3 du code de la commande publique, la consultation est divisée en 2 lots distincts :

- Lot 1: Emballage carton et papier
- Lot 2 : Emballage plastique

Chaque lot donne lieu à la conclusion d'un accord cadre mono attributaire. Chaque lot est attribué séparément, les candidats peuvent soumissionner à un ou plusieurs lots.

Le présent marché est passé pour le compte de l'ATIGIP- RIEP (ateliers + siège), cf annexe CCP.

### **1.3 - Quantités**

A titre indicatif les quantités prévisionnelles susceptibles d'être commandées sont **indiquées dans les annexes AE « offre de prix ».**

Ces quantités ne constituent en rien **un engagement contractuel de la part de l'ATIGIP- RIEP.**

Cet Accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 200 000 € par lot.

## **Article 2 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES**

### **2.1 – Description générale des produits à fournir**

Les caractéristiques et spécifications techniques des emballages à fournir sont indiquées dans les annexes à l'Acte d'Engagement « AE Offre de Prix ». Si le candidat ne peut pas fournir le produit demandé, il peut proposer un produit très rapprochant et doit indiquer les caractéristiques de ce produit dans l'annexe AE offre de prix.

L'ATIGIP-RIEP est susceptible de commander tous types d'emballages figurant au catalogue ou au barème de prix du titulaire.

Ces fournitures sont destinées à l'emballage de mobiliers en bois et en métal, de chaussures, de vêtements, d'imprimés et d'articles divers. Les candidats devront proposer une gamme adaptée à l'ensemble de ces secteurs d'activité. Une attention particulière sera portée sur l'exhaustivité de l'offre pour tous ces secteurs d'activité.

- Lot 1 : emballages carton et papier :

Certains emballages destinés à l'imprimerie de MELUN, nécessitent une impression en couleur. Les candidats doivent préciser séparément, - le prix de l'emballage imprimé – et le coût des frais fixes de « clichés ».

- Lot 2 : emballages plastiques :
- Certains emballages comme les adhésifs nécessitent l'impression en couleur du logo ATIGIP-RIEP. Les candidats doivent préciser le prix des produits imprimés et le coût des frais fixes de clichés.
- Film rétractable : les produits devront être compatibles avec les matériels suivants :
  - Machine SFERE Type SF500 F3 + Tunnel T40.27
  - Machine BECK MULTIPLEX Type MP 240X + Tunnel BECK THERMOSCHUMFER HV 609

Si le titulaire se trouvait dans l'incapacité de fournir des films rétractables en adéquation avec les besoins et les attentes, l'ATIGIP-RIEP se réserve la possibilité de faire appel à un autre fournisseur.

## **2.2 – Considérations sociales**

Le titulaire du marché s'engage, pendant toute la durée d'exécution du contrat, à respecter les obligations légales et réglementaires en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

À ce titre, le titulaire devra notamment :

Ne pratiquer aucune discrimination fondée sur le sexe dans le recrutement, la rémunération, la formation, l'évolution professionnelle ou les conditions de travail de ses salarié·e·s.

Mettre en œuvre des actions favorisant l'égalité professionnelle (ex. : sensibilisation, plan d'action, indicateurs internes).

Fournir, à la demande de l'acheteur public, tout document permettant de vérifier le respect de ces engagements (ex. : index égalité femmes-hommes, rapport de situation comparée, plan d'égalité).

Le titulaire devra fournir à la remise des offres les documents suivants :

- 1- Déclaration sur l'honneur attestant du respect des obligations légales en matière d'égalité femmes-hommes, notamment :
  - Non-discrimination à l'embauche,
  - Accès équitable à la formation,
  - Égalité salariale à poste équivalent.
- 2- La charte éthique ou le règlement intérieur incluant des engagements sur l'égalité professionnelle.
- 3- Des indicateurs de performance sociale (ex. : part des femmes dans les postes de direction, écarts de rémunération).
- 4- Plan d'action relatif à l'égalité professionnelle.
- 5- Tout autre document utile prouvant la mise en œuvre effective de sa politique d'égalité

Il conviendra également de fournir ces documents de manière annuelle pendant toute la durée d'exécution du marché.

Les moyens mis en œuvre pour respecter les obligations légales et réglementaires en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes sont indiqués dans l'annexe « Considérations sociales et environnementales ».

## **2.3 – Considérations environnementales**

Les emballages proposés doivent être :

- Issus de matières premières certifiées (ex. : FSC ou PEFC) ;
- Être recyclables à 100 % dans les filières françaises ou européennes.
- Ne doivent contenir aucune substance figurant dans la liste des substances extrêmement préoccupantes (SVHC) selon REACH.
- Doivent impérativement répondre aux exigences de la directive Européenne n° 94/62 CE et aux normes en vigueur.
  - Directive CE 1907/2006 REACH –
  - Directive 2005/20/CE (Décret 2007/1467) –
  - Directive 2011/10 CE - -Directive ROHS 2011/65.

Le titulaire devra fournir, à la remise de l'offre puis sur demande de l'acheteur :

Fiches techniques des produits ;

Certificats environnementaux (FSC, PEFC, ISO 14001, etc.) ;

Déclarations de conformité aux exigences de recyclabilité ou d'origine recyclée.

Les moyens mis en œuvre d'éco-responsabilité pour toute la chaîne d'approvisionnement du fabricant au distributeur sont indiqués dans l'annexe « Considérations sociales et environnementales ».

### **Article 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes « Offre de prix » lot 1 et 2 ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi et ses annexes;
- Le catalogue général et le tarif correspondant (les conditions indiquées dans les documents du présent dossier de consultation se substituent aux conditions générales de vente.) ;
- Les avenants éventuels au marché ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021) ;
- Les bons de commande successifs émis au fur et à mesure des besoins.

### **Article 4 – FORME ET DUREE DU MARCHE**

#### **4.1 Accord-cadre avec émission de bons de commande**

Le présent accord cadre est exécuté par émission de bons de commande en application des dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Les bons de commandes sont **émis au fur et à mesure des besoins des ateliers.**

#### **4.2 Durée du marché**

Les présents marchés sont établis pour une première période d'un an.

Au-delà, ils sont renouvelables 3 fois par reconduction tacite, pour 3 nouvelles périodes Soit une durée totale de 4 ans.

Le pouvoir adjudicateur peut se prononcer au plus tôt 3 mois avant la fin du marché sur la non reconduction de celui-ci. Si aucune décision n'a été prise au plus tard un mois avant la fin du marché, le pouvoir adjudicateur est considéré comme ayant accepté sa reconduction.

Quelle que soit la décision prise par le pouvoir adjudicateur, le titulaire peut faire part à celui-ci, au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché, de sa volonté de se désengager du contrat ; le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Chaque lot fait l'objet de marché, reconduit et géré individuellement.

### **Article 5 – MODALITES D'EXECUTION**

#### **5.1 Forme des commandes**

Les fournitures feront l'objet de bons de commande comportant :

- La référence au marché,
- La désignation de la fourniture,
- Le prix unitaire HT,
- La quantité livrée,
- Le montant total HT et TTC,
- Le lieu de livraison,
- Le délai de livraison.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont **les Responsables d'Ateliers ou toute personne du siège de TULLE ayant délégation de signature.**

Si le titulaire se trouvait dans **l'incapacité de livrer les marchandises commandées dans les délais**, l'ATIGIP-RIEP se réserve le droit de commander ces marchandises à un autre fournisseur et voire de résilier le marché dans les conditions des articles 45 et 41 du CCAG – FCS.

## **5.2 Articles sur catalogue**

Toute modification des produits ou du catalogue (nouveaux produits, produits modifiés, adjonction de références, etc....) intervenant en cours d'exécution du marché, doit être communiquée, sans délai et par écrit, au service achats à Tulle.

Après acceptation, par l'ordonnateur de l'ATIGIP-RIEP, sous forme d'avenant au marché ou d'adjonction de références, ces nouveaux produits ou nouveaux catalogues sont intégrés au marché. Les conditions du marché sont pleinement applicables à ces modifications.

Le titulaire doit faire parvenir gratuitement deux exemplaires de son catalogue général avec le tarif correspondant pour le siège à Tulle et un exemplaire pour chaque atelier. Ces tarifs seront présentés sous **format papier et fichier informatique.**

## **5.3 Relations commerciales**

A la signature du marché, le titulaire s'engage à identifier au moins un interlocuteur privilégié afin d'assurer le suivi technique et commercial des ateliers ATIGIP-RIEP.

Afin de garantir la pérennité de la prestation, l'interlocuteur privilégié rencontre semestriellement une personne du service achat de Tulle.

## **Article 6 – DELAIS DE LIVRAISON**

Les délais de livraison sont mentionnés sur chaque bon de commande et sont conformes aux délais mentionnés par le candidat dans son offre : **annexe « AE offre de prix ».**

Pour toute commande, le délai de livraison maximum ne peut pas excéder **20 jours** calendaires à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire (transmise par courriel).

**Les délais mentionnés sont décomptés en jour calendaire.**

## **Article 7 – RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS**

Le titulaire est soumis à une obligation de qualité des produits dont il est responsable au titre du présent marché. Les délais de livraison, sur lesquels le titulaire s'est engagé doivent être impérativement respectés.

Au cas où le titulaire rencontrerait des difficultés qui remettraient en question sa capacité à respecter ses obligations contractuelles, il lui appartiendra de prendre toutes dispositions pour y faire face et pour tenir ses engagements.

La mission confiée au titulaire revêt une importance toute particulière en raison de la nature des fournitures concernées. Son exécution ne saurait souffrir aucun retard ni défaillance.

En cas de défaillance à ces obligations, il sera fait application des dispositions de l'article 45 du CCAG de référence relatif à l'exécution du service aux frais et risques du titulaire ou à la résiliation du marché.

Par ailleurs, le titulaire s'engage impérativement :

- À fournir pendant toute la durée de validité du présent marché, les mêmes produits que les échantillons retenus ;
- À reprendre et à échanger toute marchandise défectueuse dans les meilleurs délais sans supplément de coût ;

## **Article 8 – CONDITIONS DE LIVRAISON OU D'EXECUTION**

### **8.1 Conditionnement - Emballage**

Les fournitures sont **livrées franco de port et d'emballage**. Les opérations de conditionnement et d'emballage sont à la charge du titulaire.

Le conditionnement et l'emballage sont assurés par le titulaire. Il sera rendu pécuniairement responsable des avaries qui pourraient survenir en cours de transport par suite de défaut ou d'insuffisance du conditionnement.

Dans un souci d'éco-responsabilité, le titulaire s'engage à tout mettre en œuvre afin d'éviter les livraisons incomplètes dans le but de diminuer la quantité d'emballage et réduire les effets liés au transport.

### **8.2 Transport**

Les fournitures sont livrées dans les locaux des ateliers ATIGIP-RIEP et du siège.

En cas de livraison partielle d'une commande, tout surcoût de transport pour la livraison du solde de la commande est à la charge du titulaire.

### **8.3 Horaire et lieu de livraison**

La particularité des ateliers ATIGIP- RIEP est leur situation dans l'enceinte d'Établissements Pénitentiaires. Pour ces raisons, les livraisons s'effectueront sous certaines conditions qui seront précisées au moment de la commande, l'accès aux établissements pénitentiaires étant en effet subordonné à autorisation.

Avant toute livraison, il est impératif que le titulaire prenne contact avec le signataire de la commande afin de se faire préciser les modalités d'horaires et d'accès à l'établissement. Le titulaire ne peut en aucun cas déroger aux conditions d'accès.

Les adresses de livraison sont précisées en annexe du présent CCP.

### **Article 9 – PENALITES DE RETARD**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de dépassement du délai de livraison contractuel, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = VR / 100$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, le Titulaire est exonéré de pénalités lorsque leur montant total ne dépasse pas 200€.

### **Article 10 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS – DECISIONS APRES VERIFICATIONS**

#### **10.1 Vérifications**

Les opérations de vérification prévues ci-dessous sont effectuées dans les conditions stipulées à l'article 27 du CCAG – FCS dans un délai maximum de **30 jours**, par le responsable de l'atelier ou son représentant.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

##### **10.1.1 Vérification quantitative**

Dans le cas où la quantité fournie n'est pas conforme aux stipulations du marché, les pénalités de retard prévues à l'article 9 sont pleinement applicables pour les reliquats de commande.

##### **10.2 Décisions après vérifications**

A l'issue des opérations de vérification, le Pouvoir Adjudicateur prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG – FCS.

#### **10.2.1. Admission**

Passé le délai prévu à l'article 10.1 ci-dessus, la décision d'admission des fournitures est réputée acquise. L'admission est prononcée sous réserves de vices cachés.

#### **10.2.2. Admission avec réfaction**

Une réfaction de prix sur le montant des prestations livrées est applicable, dans le cas où les opérations de vérification mettraient en évidence que les fournitures livrées ne satisfont pas entièrement aux conditions définies par le présent marché, mais peuvent être utilisées en l'état.

Les décisions d'admission assorties d'une réfaction sont notifiées dans les conditions du CCAG-FCS. Elles sont prises sous réserves de vices cachés.

#### **10.2.3. - Rejet :**

Toute livraison, pour lesquelles les opérations de vérification mettent en évidence des défauts ne permettant pas une utilisation dans des conditions normales, donnera lieu à une décision de rejet.

**Chaque décision de rejet est confirmée expressément au titulaire** par le Responsable de l'atelier ATIGIP-RIEP concerné ou son représentant. L'enlèvement des fournitures rejetées est entièrement à la charge du titulaire

#### **Article 11 – GARANTIE PARTICULIERE**

Sans objet.

#### **Article 12 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX**

##### **12.1 Nature du prix**

Pour les produits référencés à l'annexe « AE offre de prix » et pour les produits référencés au catalogue, les prix sont : **unitaires net HT remisés**. Le prix comprend la fourniture et le transport, tout droit et taxe inclus hormis la T.V.A.

**Les prix sont établis en Euro.**

Le titulaire s'engage à faire bénéficier l'ATIGIP- RIEP des offres promotionnelles sur catalogue s'il y a lieu.

En outre, dans le cadre de la pérennité de la relation commerciale, **le titulaire met tout en œuvre pour proposer des prix plus compétitifs pour une commande de gros volume de produits ayant la même référence.**

##### **12.2 Caractère du prix**

###### **Révision des prix du bordereau des prix unitaires.**

Les prix des produits listés dans l'annexe AE – Offre de Prix sont révisables au 1<sup>er</sup> Janvier et 1<sup>er</sup> Juillet de chaque année.

La formule de révision a pour but de prendre en compte l'évolution des conditions économiques à la hausse comme à la baisse.

**La révision annuelle s'opère :**

**selon l'évolution de l'indice INSEE :**

- Concernant le lot n°1 : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.21 – Papier et carton ondulés et emballages en papier ou en carton - Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764126



- Concernant le lot 2 : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 22.22 – Emballages en matières plastiques – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764161

Et selon la formule suivante :

$$P(n) = P(o) \times \frac{PS(n)}{PS(o)}$$

P(n)	est le prix ajusté
P(o)	est le prix initial du marché réputé établi au mois de Septembre 2025.
PS(n)	valeurs moyennes des indices INSEE connus sur la période trimestrielle Précédant la date d'ajustement
PS(o)	valeurs de l'indice INSEE de Septembre 2025.

Les prix du catalogue sont ajustables à la date au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, à la baisse comme à la hausse, par référence au barème général du titulaire (tarif général hors prix remisé).

En cas d'augmentation supérieure à 5%, l'ATIGIP-RIEP se réserve le droit d'engager des négociations avec le titulaire et de résilier le marché sans indemnité si aucun accord n'aboutissait entre les deux parties.

Si l'ATIGIP-RIEP constatait que le titulaire ne lui a pas fait bénéficier des baisses de tarif auxquelles il pouvait prétendre, le marché pourrait être résilié sans aucune indemnité ou contrepartie financière.

Le titulaire veille à produire et transmettre par courrier à la personne publique son nouveau catalogue quinze (15) jours avant son application effective.

### **Article 13 - AVANCE ET ACOMPTÉ**

Sauf renoncement porté à l'acte d'engagement, une avance peut être versée au titulaire conformément aux dispositions des articles R 2191-3 à R 2191-19 du code de la commande publique. Une facture devra être établie par le titulaire pour toute demande d'avance.

Des acomptes peuvent être versés conformément aux articles R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique. Toute demande d'acompte devra faire l'objet d'une facture. Seules les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché (livraison partielle) ouvrent droit au versement d'acomptes.

### **Article 14 – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE - PAIEMENT**

#### **14.1 Facture**

Les factures relatives au marché sont établies en 1 exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Numéro et date du marché ;
- la désignation des fournitures livrées ;
- le montant total hors taxes et toutes taxes comprises
- le taux et le montant de la TVA ;
- la date de facturation;
- le code de nomenclature douanière (en cas d'absence de cette information la facture pourra être retournée à son émetteur afin d'être complétée)
- le lieu de livraison

Les factures sont à adresser à : **ATIGIP-RIEP – 11, rue Louisa Paulin – BP 534 – 19015 Tulle ou postées sur le portail Chorus pro selon les précisions (références de la commande) indiquées dans les bons de commande. Chaque facture doit faire référence à un seul bon de commande.**

Les factures ne sont acceptées qu'après l'admission des prestations. Toute facture non conforme aux présentes dispositions sera rejetée par l'administration.

## **14.2 Mode de règlement – Délai de paiement**

Le mode de règlement choisi par l'administration contractante est le virement. Les références du ou des comptes à créditer sont indiquées à l'acte d'engagement et un RIB correspondant doit être joint.

A l'exception du délai de paiement, les modalités de règlement sont soumises aux dispositions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les paiements sont réalisés conformément aux Chapitres I et II du titre IX du livre I du code de la commande publique (Le délai de paiement prend effet à compter de la date de réception de la facture par l'administration contractante, et se termine à la date de mise en paiement par le comptable assignataire.)

## **14.3 Origine du paiement**

**L'ATIGIP RIEP est un service de l'Etat** organisé sous la forme d'un compte spécial du Trésor créé par la loi n° 501615 du 31 décembre 1950, compte n° 909.

**Comptable assignataire** : agent Comptable de la R.I.E.P 11 Rue Louisa Paulin – BP 534 – 19015 TULLE CEDEX Tél : 05.55.29.99.32).

## **Article 15 – RESILIATION**

### **15.1 Résiliation**

Le marché peut être résilié en application des conditions mentionnées dans le chapitre 7 du CCAG – FCS

### **15.2 - Abandon de la procédure**

L'administration contractante se réserve le droit de ne pas donner suite à la procédure, conformément à l'article R 2185 du code de la commande publique.

## **Article 16 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

### **16.1 - Renseignements complémentaires**

Les demandes de renseignements complémentaires (techniques, procédure, autres) nécessaires à l'étude, sont dématérialisées via la plateforme des achats de l'état <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>. Les échanges se feront obligatoirement via cette plateforme.

### **16.2 - Modification du dossier de consultation**

L'ATIGIP- RIEP se réserve le droit d'apporter au plus tard dix jours avant la date limite de réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation, et le cas échéant de reporter la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans réclamation à ce sujet.

### **16.3 Règlement amiable**

Pour tous litiges et en cas de désaccord, il est rappelé qu'il est possible de recourir pour les deux parties aux comités consultatifs de règlement amiable, conformément à l'art 142 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

### **16.4 – Différends**

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable ou le recours à la médiation dans la résolution de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

#### **16.4.1– Principes communs au règlement amiable des différends**

- Rappels quant aux modalités alternatives au règlement des différends

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement permettant aux parties de trouver un accord à l'amiable sans procédure judiciaire classique. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics. Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- Confidentialité

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations. Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles. Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

#### **16.4.2 – Possibilité de recourir à la médiation pour le règlement des différends**

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le Médiateur interne « relations fournisseurs », dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

[mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr](mailto:mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr)

Ou par courrier recommandé avec avis de réception à l'attention de :

Monsieur le Médiateur interne « relations fournisseurs »

13 place Vendôme

75042 Paris Cedex 01

#### **16.5 - Litige**

En cas de litige, seule la loi française est applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents pour l'introduction des différents recours.

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative)
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

En cas de litige, seule la loi française est applicable. Les demandes doivent être adressés à :

Tribunal administratif de Limoges

2 cours Bugeaud

CS 40410

Limoges

## **Article 17 – CLAUSE DE REEXAMEN**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties conviennent que le marché peut faire l'objet de modifications conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique. Ainsi, outre, la clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles prévue à l'article 25 du CCAG-FCS, le présent marché introduit une clause de réexamen rendant possible :

### **17.1 Les modifications de la liste des bénéficiaires**

La liste des bénéficiaires pourra être modifiée par adjonction ou suppression. Le titulaire s'engage à étendre dans les mêmes conditions techniques et qualitatives, les prestations prévues au marché aux nouveaux bénéficiaires.

Ces évolutions sont constatées par décision administrative et ne peuvent pas entraîner une incidence financière.

### **17.2 L'augmentation du montant maximum en cas de déploiement imprévu**

Le montant maximum du marché pourra être augmenté en cas de déploiement prévisible mais non prévu dans le marché initial de la manière suivante :

L'acheteur informera le titulaire de l'augmentation du montant maximum et justifiera que ce déploiement est strictement lié à l'objet du marché initial.

L'augmentation du montant maximale sera intégrée au marché par acte modificatif au contrat (avenant).

### **17.3 Commande spécifique**

Toute commande d'emballage spécifique (nouveau produit, produit modifié, etc....) intervenant en cours de l'exécution du marché doit faire l'objet d'un devis et être validée par l'ordonnateur de l'ATIGIP à Tulle ou son représentant.

Après acceptation écrite de l'ordonnateur de l'ATIGIP ces produits sont intégrés au marché. Les conditions du marché sont pleinement applicables à ces modifications.

En cas de désaccord sur le tarif d'une commande spécifique, ou dans le cas d'une commande ne pouvant être réalisée par le titulaire dans les délais contractuels, l'ATIGIP-RIEP se réserve le droit de faire appel à un autre fournisseur.

## **Article 18 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

### **Dérogations au C.C.A.G.**

Articles du CCP	Article du CCAG-FCS
3	4.1
9	14
10	22.3
14	11